

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 722

[C — 2005/27278]

10 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la décision M(83)3 du 27 avril 1983 du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux concernant la reconnaissance réciproque des examens de chasse;

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 14, § 2, alinéa 3, tel que modifié par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne, notamment les articles 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8, 10 et 14, alinéa 1^{er};

Vu la délibération du Gouvernement du 27 janvier 2005 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai de trente jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 2 mars 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la concertation des Etats Benelux en date du 3 décembre 2003;

Considérant l'avis du Conseil supérieur wallon de la chasse, donné le 14 décembre 2004;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne, ci-après dénommé l'arrêté, les mots « à l'annexe I^{re} du présent arrêté » sont remplacés par les mots « à cet effet ».

Art. 2. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. § 1^{er}. La commission d'examen pour l'épreuve théorique est composée de sept membres désignés par le Ministre, à savoir :

- deux fonctionnaires de l'administration compétente. Un de ces fonctionnaires fait fonction de président;
- deux représentants des chasseurs, choisis sur une liste de quatre candidats présentés par le Conseil supérieur wallon de la chasse;
- trois experts : deux experts en matière de biologie du gibier et un expert en matière de législation sur la chasse.

Trois des membres de la commission sont obligatoirement germanophones.

Un des agents de l'administration compétente a sa résidence administrative sur le territoire de la Communauté germanophone.

Un représentant des chasseurs et un expert doivent justifier :

- soit de la possession d'un diplôme dont la langue est l'allemand;
- soit d'une expérience professionnelle dans la langue allemande;
- soit de la réussite de l'examen de chasse en langue allemande;
- soit de la réussite d'un examen légal de connaissance effective de la langue allemande organisé par les pouvoirs publics.

La durée du mandat des membres dont question ci-dessus est de cinq ans. Le mandat est renouvelable.

§ 2. La commission pour l'épreuve pratique est composée de trois membres. Elle est présidée par l'un des fonctionnaires de l'administration compétente désignés à cette fin par le directeur général de cette administration.

Le président désigne chaque jour les deux autres membres parmi des volontaires qui sont issus des observateurs visés à l'article 17. »

Art. 3. L'article 10, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 10, § 1^{er}. La commission de délibération de l'épreuve théorique se réunit valablement lorsque la majorité des membres sont présents. Elle décide à la majorité simple des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

La commission vérifie, au besoin, auprès de chaque centre d'examen, le bon déroulement de l'épreuve théorique. En cas de manquements, la commission peut proposer au Ministre l'annulation de tout ou partie de cette épreuve. En cas d'annulation, l'administration compétente est tenue d'organiser en tout ou en partie une session complémentaire dans un délai de quatre mois à dater de la décision du Ministre.

Au plus tard quinze jours après la date de l'épreuve théorique, la commission se réunit et examine en premier lieu le bien-fondé des questions établies par l'administration compétente. En cas de litige, la commission peut décider d'annuler une ou plusieurs questions. Les points correspondant aux questions annulées sont alors automatiquement accordés à tous les candidats, sauf si l'annulation est motivée uniquement par un problème linguistique propre à l'une des deux langues visées à l'article 6. Dans ce cas, le point correspondant à la question annulée est accordé à tous les candidats ayant présenté l'examen dans cette langue.

En second lieu, la commission peut fixer uniformément les conditions de repêchage. Pour ce faire, elle tient compte du degré de difficulté générale de l'épreuve théorique considérée et des données provisoires fournies par l'administration compétente. Le maximum de points pouvant être attribués pour ce repêchage est fixé à deux. Ces deux points peuvent être attribués pour l'ensemble des trois branches ou pour une ou deux de celles-ci. »

Art. 4. L'article 14, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Pour réussir l'épreuve théorique, le candidat doit obtenir au moins 50 % dans chacune des 3 branches. »

Art. 5. L'annexe I^{re} du même arrêté est abrogée.

Art. 6. Le Ministre qui a la Chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 12 mars 2005.

Namur, le 10 mars 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 722

[C — 2005/27278]

10. MÄRZ 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 zur Organisation der Jagdprüfung in der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Beschlusses M(83)3 des Ministerausschusses der Benelux-Wirtschaftsunion vom 27. April 1983 über die gegenseitige Anerkennung der Jagdprüfungen;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere des Artikels 14, § 2, Absatz 3, in seiner durch das Dekret vom 14. Juli 1994 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 zur Organisation der Jagdprüfung in der Wallonischen Region, insbesondere der Artikel 5, § 1, Absatz 1, 8, 10 und 14, Absatz 1;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 27. Januar 2005 über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates abzugebendes Gutachten innerhalb eines Zeitraums, der dreißig Tage nicht überschreitet;

Aufgrund des am 2. März 2005 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

In Erwägung der Konzertierung der Benelux-Staate vom 3. Dezember 2003;

In Erwägung des am 14. Dezember 2004 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur wallon de la chasse» (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen);

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 5, § 1, Absatz 1 des hierunter den Erlass genannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 zur Organisation der Jagdprüfung in der Wallonischen Region werden die Wörter «in der Anlage I zum vorliegenden Erlass» durch die Wörter «zu diesem Zweck» ersetzt.

Art. 2 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 8 - § 1. Die Prüfungskommission für die theoretische Prüfung besteht aus sieben vom Minister bezeichneten Mitgliedern, und zwar:

- zwei Beamte der zuständigen Verwaltung. Einer dieser Beamten führt den Vorsitz;
- zwei Vertreter der Jäger, der aus einer Liste von vier Kandidaten, die vom «Conseil supérieur wallon de la chasse» vorgeschlagen werden, ausgewählt werden;
- drei Sachverständige: zwei Sachverständige im Bereich der Wildbiologie und ein Sachverständiger im Bereich der Jagdgesetzgebung.

Drei der Mitglieder der Kommission müssen unbedingt deutschsprachig sein.

Einer der Bediensteten der zuständigen Verwaltung hat seinen Amtssitz auf dem Gebiet der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Ein Vertreter der Jäger und ein Sachverständiger müssen Folgendes vorweisen:

- entweder der Besitz eines Diploms, dessen Sprache Deutsch ist;
- oder eine Berufserfahrung in der deutschen Sprache;
- oder die Absolvierung einer Jagdprüfung in der deutschen Sprache;
- oder die Absolvierung einer gesetzlichen durch die öffentlichen Behörden organisierten Prüfung über die Kenntnis der deutschen Sprache.

Die oben erwähnten Mandate dauern fünf Jahre und können erneuert werden.

§ 2. Die Kommission für die praktische Prüfung besteht aus drei Mitgliedern. Einer der Beamten der zuständigen Verwaltung, die zu diesem Zweck durch den Generaldirektor dieser Verwaltung bezeichnet worden sind, führt ihren Vorsitz.

Der Vorsitzende bezeichnet jeden Tag die anderen zwei Mitglieder unter Freiwilligen aus den in Artikel 17 erwähnten Beobachtern.»

Art. 3 - Artikel 10, § 1 desselben Erlasses wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

«Art. 10 - § 1. Die Beratungskommission für die theoretische Prüfung versammelt sich rechtsgültig, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist. Sie beschließt mit einfacher Stimmenmehrheit. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Wenn nötig überprüft die Kommission bei jedem Prüfungszentrum den guten Verlauf der theoretischen Prüfung. Bei Verstößen kann die Kommission dem Minister vorschlagen, diese Prüfung ganz oder teilweise zu annulieren. Bei einer Annulierung ist die zuständige Verwaltung verpflichtet, in einer Frist von vier Monaten ab der Beschlussfassung des Ministers eine zusätzliche Prüfungsperiode ganz oder teilweise zu organisieren.

Spätestens fünfzehn Tage nach dem Datum der theoretischen Prüfung versammelt sich die Kommission. Sie überprüft an erster Stelle die Stichhaltigkeit der durch die zuständige Verwaltung gestellten Fragen. Im Streitfall kann die Kommission beschließen, eine oder mehrere Fragen zu annulieren. Der bzw. die Punkte, die den annulierten Fragen entsprechen, werden dann den gesamten Kandidaten automatisch erteilt, außer wenn die Annulierung nur durch ein Sprachenproblem, das einer der beiden in Artikel 6 erwähnten Sprachen typisch ist, begründet ist. In diesem Fall wird der der annulierten Frage entsprechende Punkt den gesamten Kandidaten erteilt, die die Prüfung in dieser Sprache abgelegt haben.

An zweiter Stelle kann die Kommission die Bedingungen, unter denen sie Kandidaten trotz Fehlern gerade noch durchkommen lassen, einheitlich festlegen. Zu diesem Zweck berücksichtigt sie den allgemeinen Schwierigkeitsgrad der betroffenen theoretischen Prüfung und die vorläufigen Angaben, die von der zuständigen Verwaltung erteilt worden sind. Das Maximum an Punkten, die in diesem Rahmen zusätzlich zugebilligt werden können, wird auf zwei festgelegt. Diese beiden Punkte können für die Gesamtheit der drei Fächer oder für ein oder zwei dieser Fächer erteilt werden.»

Art. 4 - Artikel 14, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Um die theoretische Prüfung zu bestehen, muss der Kandidat mindestens 50% der Punkte in jedem der drei Fächer erreichen.»

Art. 5 - Die Anlage I zu demselben Erlass wird aufgehoben.

Art. 6 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am 12. März 2005 in Kraft.

Namur, den 10. März 2005

Der Minister-Präsident,
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 722

[C — 2005/27278]

10 MAART 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 tot organisatie van het jachtexamen in het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de beschikking M(83)3 van het Comité van Ministers van de Economische Unie der Beneluxlanden van 27 april 1983 strekkende tot onderlinge erkenning van de jachtexamens;

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 14, § 2, derde lid, zoals gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 tot organisatie van het jachtexamen in het Waalse Gewest, inzonderheid op de artikelen 5, § 1, eerste lid, 8, 10 en 14, eerste lid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 27 januari 2005 betreffende het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 2 maart 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het overleg tussen de Beneluxstaten d.d. 3 december 2003;

Gelet op het advies van de «Conseil supérieur wallon de la chasse» (Waalse hoge jachtraad), gegeven op 14 december 2004;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 5, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 tot organisatie van het jachtexamen in het Waalse Gewest, hierna het besluit genoemd, worden de woorden «het in bijlage I bij dit besluit» vervangen door de woorden «het geschikte».

Art. 2. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

«Artikel 8. § 1. De examencommissie voor het theoretische examen bestaat uit zeven leden die de Minister aanwijst, met name :

— twee ambtenaren van de bevoegde administratie, waarvan één het voorzitterschap waarneemt;

— twee vertegenwoordigers van de jagers, gekozen uit een lijst van vier kandidaten die door de «Conseil supérieur wallon de la chasse» worden voorgedragen;

— drie deskundigen : twee deskundigen inzake wildbiologie en één deskundige inzake jachtwetgeving.

Drie leden van de commissie zijn verplicht Duitstalig.

Eén van de ambtenaren van de bevoegde administratie heeft zijn administratieve standplaats op het grondgebied van de Duitstalige Gemeenschap.

Eén vertegenwoordiger van de jagers en één deskundige moeten aantonen dat ze :

— hetzij houder zijn van een diploma in de Duitse taal;

— hetzij beroepservaring in de Duitse taal hebben;

— hetzij geslaagd zijn voor een examen in de Duitse taal;

— hetzij geslaagd zijn voor een wettelijk examen over de effectieve kennis van de Duitse taal dat door de overhedsdiensten georganiseerd wordt.

Het mandaat van bovenvermelde leden loopt vijf jaar. Het is hernieuwbaar.

§ 2. De commissie voor het praktische examen bestaat uit drie leden.

De voorzitter wordt onder de ambtenaren van de bevoegde administratie aangewezen door de directeur-generaal van diezelfde administratie.

De voorzitter wijst dagelijks de twee andere vrijwillige leden aan onder de waarnemers bedoeld in artikel 17.

Art. 3. Artikel 10, § 1, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Artikel 10. § 1. De beraadslagingscommissie voor het theoretische examen komt op geldige wijze bijeen als de meerderheid van de leden aanwezig is. Ze beslist bij gewone meerderheid. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Indien nodig ziet de commissie in elk examencentrum toe op het vlotte verloop van het theoretische examen. In geval van tekortkomingen kan de commissie de Minister voorstellen het geheel of een gedeelte van het examen nietig te verklaren. In geval van nietigverklaring moet de bevoegde administratie voor een deel of voor het geheel van het examen een bijkomende zitting houden binnen een termijn van vier maanden, te rekenen vanaf de datum waarop de Minister een beslissing neemt.

De commissie vergadert uiterlijk vijftien dagen na de datum van het theoretische examen en onderzoekt eerst de gegrondheid van de door de bevoegde administratie opgestelde vragen. In geval van geschil kan de commissie beslissen één of meer vragen nietig te verklaren. Het punt (de punten) voor de nietig verklaarde vragen wordt (worden) dan automatisch aan alle kandidaten toegekend, behalve als de nietigverklaring uitsluitend door een taalprobleem gemotiveerd wordt dat eigen is aan één van de twee talen bedoeld in artikel 6. In dit geval wordt het punt voor de nietig verklaarde vraag toegekend aan alle kandidaten die het examen in die taal hebben afgelegd.

Ten tweede kan de commissie eenparig de herkansingsvooraarden vastleggen. Daarbij zal ze rekening moeten houden met de algemene moeilijkheidsgraad van het bewuste theoretische examen en de door de bevoegde administratie verstrekte voorlopige gegevens.

Bij de herkansing kunnen maximum twee punten toegekend worden. Deze twee punten kunnen voor het geheel van de drie vakken of voor één of twee ervan toegekend worden. »

Art. 4. Artikel 14, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Om te slagen voor het theoretische examen moet de kandidaat minstens 50 % van de punten in elk van de drie vakken behalen. »

Art. 5. Bijlage I bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. De Minister bevoegd voor jacht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 12 maart 2005.

Namen, 10 maart 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTRE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 723

[2005/31069]

3 MARS 2005. — Ordonnance portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part et la Bosnie-Herzégovine, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Sarajevo le 3 mars 2004 (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la Bosnie-Herzégovine, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Sarajevo le 3 mars 2004, sortira son plein et entier effet.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 723

[2005/31069]

3 MAART 2005. — Ordonnantie houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en Bosnië-Herzegovina, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Sarajevo op 3 maart 2004 (1)

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekraftigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en Bosnië-Herzegovina, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Sarajevo op 3 maart 2004, zal volkomen gevold hebben.